

Plan d'action en entrepreneuriat 2022-2025

Mémoire du Réseau COOP

Document déposé le 10 septembre 2021



Réseau COOP

Table des matières

Introduction.....	3
L'entrepreneuriat coopératif	3
Qui sommes-nous ?	3
Défis et obstacles	4
Le manque de relève entrepreneuriale	4
La pénurie de main-d'œuvre	4
Des lacunes en entrepreneuriat en collectif.....	5
Piste de solution	5
Stimuler l'entrepreneuriat chez les jeunes.....	5
Favoriser le transfert d'entreprise aux employés.....	6
Faciliter la mise en place de consortium d'entreprises collectives pour répondre aux appels d'offres gouvernementaux	7
Conclusion.....	7



Introduction

L'entrepreneuriat coopératif

Partenaire actif au sein du mouvement coopératif québécois, le Réseau COOP souhaite joindre sa voix à celle du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité afin de faire rayonner encore davantage l'entrepreneuriat coopératif comme partie intégrant de l'économie du Québec. Mainte fois pris en exemple au niveau international, le mouvement coopératif québécois inspire par ses 3 000 coopératives et mutuelles présentes dans une multitude de secteurs économiques. En 2019, les coopératives et mutuelles ont généré un chiffre d'affaires de 47 G\$ et créé 120 000 emplois. De plus, le mouvement coopératif et mutualiste détient des actifs d'une valeur de plus de 423 G\$ (2020).¹

À elle seule, la coopération du travail est présente dans une trentaine de secteurs différents et génère 400 Millions de chiffre d'affaires. Ces entreprises, souvent créées par des jeunes de moins de 35 ans, s'ancrent dans des secteurs d'avenir et contribue à créer les métiers de demain : agriculture urbaine, fermes biologiques, économie circulaire, design urbain et de services, jeux vidéo, développement durable et zéro déchet, microbrasseries, distilleries, etc. Ces coopératives sont particulièrement présentes dans les services professionnels : traduction, graphisme, archéologie et patrimoine, services-conseils, aménagement, informatique. Maintenant reconnu par plusieurs ordres professionnels, on voit émerger ce modèle en architecture, ingénierie, physiothérapie et psychologie.

Notre intention dans ce mémoire est de mettre en valeur la richesse et la diversité de l'entrepreneuriat coopératif, notamment le potentiel que représente la création et la reprise d'entreprises par les travailleurs pour relancer l'économie du Québec. Les coopératives de travail ont démontré à travers le temps leur pérennité avec un taux de survie après 5 ans de 46 % (vs 35 % pour les entreprises classiques)². Elles démontrent aujourd'hui dans ce contexte de crise sanitaire leur résilience. Les coopératives de travail ont en général bien survécu à cette crise.

Qui sommes-nous ?

Créé sous sa forme actuelle en 2007, le Réseau COOP est issu de la fusion de deux organisations œuvrant à l'essor de la coopération du travail au Québec depuis plus de vingt ans.

Notre mission : soutenir le développement et la reconnaissance de la coopération du travail au Québec afin de contribuer à transformer le monde du travail par une plus grande participation des travailleur.euse.s aux décisions et par un meilleur partage de la richesse créée.

En tant que Fédération, nous sommes à la fois le porte-parole des coopératives gérées par les travailleur.euse.s, l'accompagnateur offrant des services visant l'épanouissement d'entreprises démocratiques et collectives et l'animateur facilitant les rencontres, les échanges et le partage entre coopérateur.rice.s.

¹ Source : Conseil québécois de la coopération et de la mutualité

² Source : MDEIE (2008), Taux de survie des entreprises coopératives au Québec



Nous regroupons plus de 70 coopératives gérées par les travailleurs (coopératives de travail, coopératives de solidarité-travail et coopératives de producteurs-artisans) de tous les secteurs.

Le Réseau COOP détient une base de compétences uniques et particulièrement maîtrisées sur le modèle de coopérative de travail au Québec. Ces compétences permettent de sensibiliser, former, développer et assurer la bonne gestion d'une coopérative et d'en assurer la pérennité.

Le Réseau COOP est un organisme partenaire du Ministère de l'Économie et de l'Innovation pour le développement coopératif via l'Entente de partenariat avec le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité. Il siège à la Table des repreneurs collectifs du MEI pour favoriser le transfert d'entreprises au Québec en mode COOP. Son programme Parcours COOP est un incubateur reconnu dans le cadre du PAEN.

Agile et dynamique, le Réseau COOP contribue à développer l'entrepreneuriat collectif par divers outils et programmes, dont la « Boussole entrepreneuriale » (www.boussoleentrepreneuriale.com), le « Parcours COOP » et le « Parcours plus + ».

Défis et obstacles

Nous partageons la lecture du CQCM en termes de défis et d'obstacles à l'entrepreneuriat au Québec.

Parmi ces principaux enjeux :

- Un déclin démographique entraînant un manque de relève entrepreneuriale
- Une pénurie de main-d'œuvre dans plusieurs domaines
- Une faible connaissance dans la population des possibilités d'entreprendre en collectif

Le manque de relève entrepreneuriale

La question de la relève des entreprises est un enjeu crucial pour le Québec. On fait état de quelques 10 000 entreprises qui fermeraient d'ici 2024³. On constate également un certain déclin de la relève familiale. Le transfert familial ne rencontre plus si facilement les aspirations de la jeune génération.

La pénurie de main-d'œuvre

Cette pénurie de main-d'œuvre pousse les entreprises à devenir plus compétitive sur le plan de l'attractivité afin d'attirer de nouveaux talents. Pour de nombreux jeunes, le sens au travail et la

³ Référence : Étude publiée en 2014 par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain



possibilité d'avoir son mot à dire dans l'organisation sont des facteurs de motivation de premier ordre. Les organisations devront développer plus d'agilité et décentraliser l'organisation du travail.

Des lacunes en entrepreneuriat en collectif

Malgré certaines avancées dans les programmes éducatifs, on parle encore très peu d'entrepreneuriat collectif à l'école. Pourtant, cette forme d'entrepreneuriat connaît de plus en plus de popularité chez les jeunes. Si ce type d'entrepreneuriat était davantage enseigné dans les écoles et universités, davantage mise de l'avant par des organisations de soutien à l'entrepreneuriat, plus de personnes seraient assurément tentées de créer une entreprise ou racheter l'entreprise qui les emploie avec leurs collègues.

Piste de solution

La coopération de travail peut apporter des réponses à ces enjeux en rendant l'entrepreneuriat accessible à un plus grand nombre de personnes, en permettant un partage de l'expertise, de l'investissement et de la prise de risque.

Stimuler l'entrepreneuriat chez les jeunes

L'entrepreneuriat collectif permet plus facilement à des jeunes diplômés de se créer un emploi sur mesure, faisant du sens, dans des secteurs d'avenir. Pour ce faire, les différents modèles d'entreprises doivent être présentés dans les programmes de formations, qu'il s'agisse de programmes de formation générale ou plus spécifique tels que l'ASP Lancement d'entreprise (programme financé par MEES). Les formateurs doivent eux-mêmes être sensibilisés aux différents modèles. Les incubateurs doivent aussi présenter tôt dans le processus d'accompagnement les différentes options s'offrant aux entrepreneurs.

En complément de ces programmes de formation et d'accompagnement, le Réseau COOP a développé un outil web la « Boussole entrepreneuriale » permettant de manière ludique d'identifier rapidement la forme d'entreprise la plus adaptée au projet et au profil des entrepreneurs. Plus de 50 000 personnes ont visité le site à ce jour, contribuant à rendre l'entrepreneuriat plus accessible. L'outil pourrait néanmoins être beaucoup plus connu et utilisé par les formateurs et accompagnateurs en entrepreneuriat. Des formations sur les formes juridiques auraient aussi avantage à être offertes en collaboration avec les différents incubateurs afin de sensibiliser les entrepreneurs le plus tôt possible dans leur processus à la variété des formes juridiques, afin qu'ils puissent choisir celle qui est la mieux adaptée à leur projet d'affaires.

Le Réseau COOP offre également depuis 2012 un programme complet de formation et d'accompagnement dédié aux entrepreneurs collectifs, un « tout-en-un » qui permet d'accélérer le démarrage des entreprises coop. Le Parcours COOP est le seul parcours d'incubation spécifiquement destiné à la mise en place de coopératives gérées par les travailleur.euse.s. Le Parcours COOP a



permis l'accompagnement de 66 projets coopératifs et a formé 230 entrepreneurs collectifs. De ces projets, 50 coopératives ont été constituées. 37 coopératives sont en activité à ce jour, soit un taux de survie de 74% !

Favoriser le transfert d'entreprise aux employés

Le transfert en mode COOP offre une voie de sortie aux propriétaires d'entreprises souhaitant partir à la retraite. Dans un contexte de manque de repreneurs, le rachat de l'entreprise par les employés devient un choix sensé. Le transfert aux employés permet d'assurer aux entreprises leur pérennité et leur stabilité.

En amont de tout ce processus, un support pour repenser l'organisation du travail dans les entreprises afin de les rendre plus participative, peut faciliter ensuite le transfert aux travailleurs. Les entreprises ayant déjà mis en place une gestion participative sont en effet plus propices à vendre à leurs employés. D'une part, les propriétaires ont davantage confiance dans l'aptitude à gérer des employés, d'autre part, les employés sont déjà initiés à la gestion, ce qui accélère la transition de propriété.

Il est également nécessaire de soutenir l'offre de formations d'initiation aux différentes formes de reprises collectives (formations pour les cédants, les employés et la communauté) dans tout le Québec afin de faire connaître cette option.

Pour faciliter ce transfert aux employés, des programmes adaptés d'accompagnement, tel que le Parcours COOP, doivent être offerts pour permettre aux employés de développer une posture d'entrepreneur, de gestionnaire et de coopérateurs.

Un fonds d'aide technique destiné aux repreneurs collectifs pourrait également être développé afin de permettre à ces derniers d'embaucher des conseillers pour les accompagner dans ce processus : diagnostic associatif, rédaction d'un plan d'affaires, négociation avec les cédants, recherche de financement et mise en place de la nouvelle structure organisationnelle. Ce fonds pourrait s'inspirer du programme d'aide technique du RISQ⁴ qui permettrait d'offrir un prêt aux promoteurs pour se faire accompagner dans leurs démarches d'acquisition d'entreprise. C'est-à-dire, un prêt non remboursable si le projet d'acquisition ne se concrétise pas. Ce prêt servirait à défrayer les coûts liés à l'embauche de consultants en gouvernance collective, développement organisationnel et gestion financière.

Dans ce type de transaction, il est bon que chacune des parties (cédant et repreneurs) ait accès à des ressources distinctes pour les accompagner dans le processus de transfert. Mais puisque les travailleurs ont souvent peu de capitaux à investir en amont de la transaction, un programme d'aide technique de ce type pourrait leur offrir le soutien nécessaire pour s'assurer que les promoteurs collectifs soient pleinement outillés pour reprendre et pérenniser l'entreprise transférée.

⁴ RISQ : Réseau d'investissement social du Québec

Faciliter la mise en place de consortium d'entreprises collectives pour répondre aux appels d'offres gouvernementaux

Dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre et compte tenu de la composition du tissu entrepreneurial du Québec fait à 86 % d'entreprises de moins de 20 employés⁵, nous croyons important de favoriser les maillages entre entreprises afin qu'elles puissent croître via l'approche par consortium, inspirée des consortiums coopératifs italiens.

Le Réseau COOP travaille depuis 2 ans au renforcement de cette réflexion d'affaires chez ses membres œuvrant dans le secteur B2B. Il est important de créer des espaces d'échanges d'opportunités d'affaires afin que des entreprises collectives de petite taille puissent unir leurs forces pour soumissionner sur des projets de plus grande envergure. Il s'agit toutefois d'un changement de paradigme pour plusieurs et par conséquent un travail de longue haleine afin de développer cette nouvelle manière de faire.

À la lumière des différentes commissions d'enquête, l'approche par consortium semble délaissée par certaines municipalités, notamment la Ville de Montréal. Pourtant, faciliter l'approche par consortium en la rendant possible lors d'appels d'offres, notamment pour les petites entreprises, serait une manière de favoriser la croissance des entreprises au Québec. Cette approche pourrait être présentée aux élus et fonctionnaires.

Conclusion

L'entrepreneuriat collectif suscite de plus en plus d'intérêt, que ce soit pour créer une entreprise ou reprendre l'entreprise qui nous emploie. En partageant les risques et les expertises, cette forme collective rend l'entrepreneuriat accessible à un plus grand nombre de personnes. Il correspond également aux aspirations d'une nouvelle génération.

L'entrepreneuriat collectif mérite d'être considéré sur le même pied que l'entrepreneuriat individuel. Il peut aussi s'adapter à une multitude de contextes et répondre à plusieurs besoins. Ce type d'entrepreneuriat a toutefois besoin d'être promu et démystifié. Des outils, formations et programmes adaptés doivent aussi être créés pour rendre possible ce choix.

Nous nous rallions au CQCM pour qu'une politique nationale de l'entrepreneuriat tienne compte de la spécificité collective, en favorisant des mesures et actions adaptées.

⁵ Source :

https://mma.prnewswire.com/media/1212742/Institut_de_la_statistique_du_Quebec_Les_entreprises_qu_choises.html

